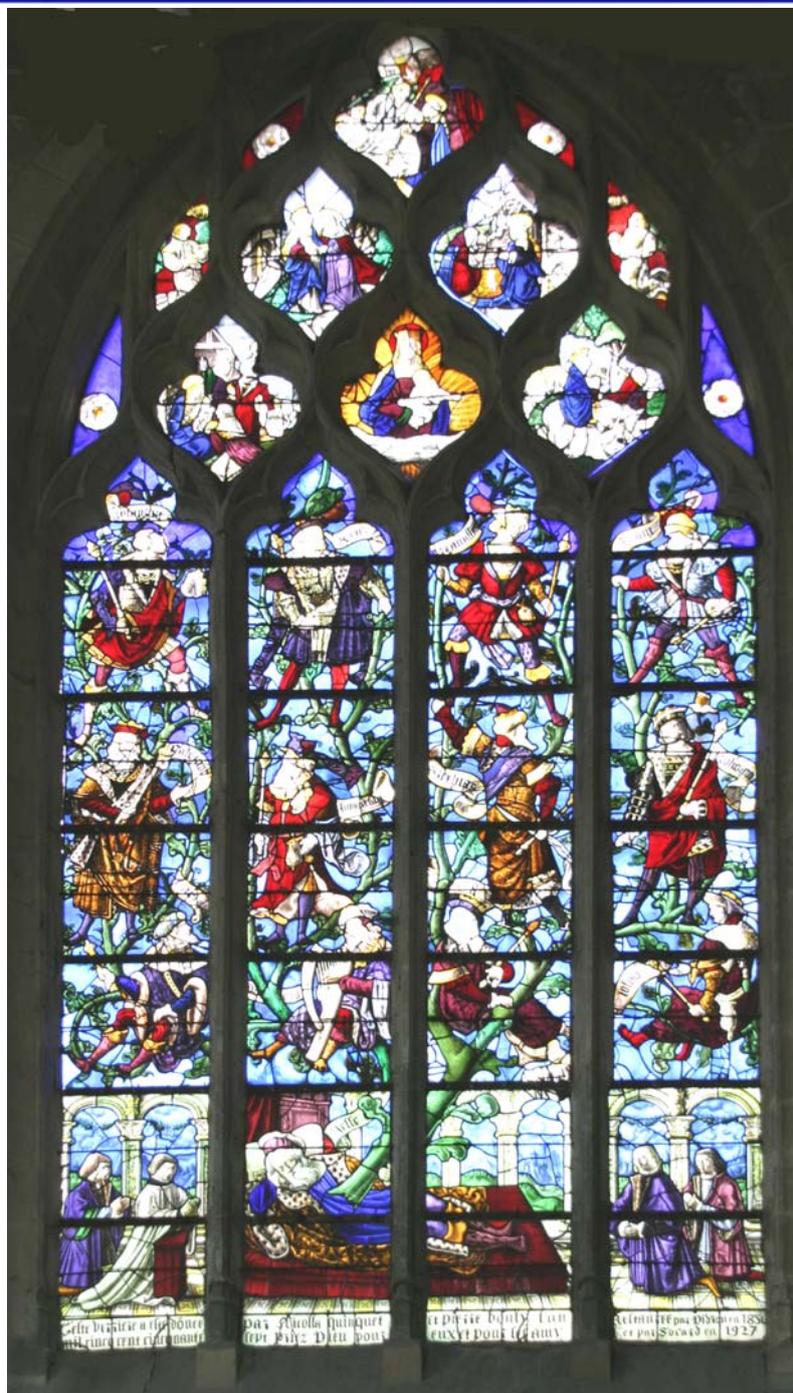


bulletin

Septembre 2016

s e m e s t r i e l



Société archéologique historique
et scientifique de Soissons

SOMMAIRE

- En couverture : vitrail de l'arbre de Jessé en l'église de Bucy-le-Long.
- 2 - sommaire.
 - 3 - notre programme jusqu'en janvier 2017.
 - 4 - informations diverses.
 - 5 - hommage à Alain Morineau.
 - 6 - le transfert du monument de Vertes Feuilles par Denis Rolland
 - 8 - Laon au temps de Charles VI par J.C Dumain, le 20 mars 2016.
 - 11 - projection de films anciens par la Sté Archipop, le 2 avril 2016.
 - 13 - les hôpitaux de Picardie au Moyen-Âge par M.C Binet-Lecomte, le 17 avril 2016
 - 14 - visite à Bucy-le-Long par André Pottier, le 22 mai 2016.
 - 19 - sortie pique-nique du 19 juin 2016 par Pascale Jacques.

Bulletin conçu, réalisé et imprimé par nos soins
Dépôt légal septembre 2016
Tirage 265 exemplaires

NOS

RENCONTRES

JUQU'EN

JANVIER

2 0 1 7

Société archéologique, historique et scientifique de Soissons

4, rue de la Congrégation, 02200 SOISSONS

Téléphone-répondeur-fax : 03 23 59 32 36

Site Internet : www.sahs-soissons.org - courriel : contact@sahs-soissons.org

**Association reconnue d'intérêt général à caractère culturel par la D.S.F. de l'Aisne
le 25 septembre 1996**

samedi 17 et dimanche 18 septembre : de 9 heures 30 à 18 heures, vente de livres, cartes, photos et documents divers (voir dernière page).

→ **samedi 8 octobre** : à 15 heures à l'auditorium du Mail à Soissons, conférence de Michèle Saponi sur Rougeville, le vrai chevalier de Maison Rouge dont elle a retracé le parcours dans un livre récent. Le chevalier de Rougeville, roturier de naissance, aristocrate de cœur, "républicain" en Amérique où il se battit pour l'indépendance avant Lafayette, monarchiste en France, fut le dernier à tenter de sauver la Reine (affaire de l'œillet). Il connaîtra plusieurs prisons. Par ailleurs, poursuivi par une femme amoureuse éprise de vengeance, abhorré et envié par certains élus du peuple, il fut toujours suspecté et surveillé sous l'Empire. Il meurt lors de la campagne de France en 1814 après avoir été arrêté, jugé et condamné comme traître à la patrie.

vendredi 18 novembre : conférence-dîner à 19 h.30 à l'hôtel des Francs à Soissons. Préalablement au repas, communication sur le château de Montépilloy visité lors de notre sortie de juin 2015. Ce château fait l'objet de recherches inédites et de fouilles archéologiques sous la direction de Nicolas Bilot. A l'occasion de notre repas conférence, il nous dressera un bilan de ces recherches aux résultats étonnants. **Inscription indispensable** à l'aide du bulletin joint.

dimanche 11 décembre : à 15 heures à l'auditorium du Mail à Soissons, conférence de Fabienne Biaux sur l'enfermement au XVIII^e siècle dans les communautés religieuses. Les communautés religieuses du Soissonnais jouent un rôle important dans l'enfermement des personnes au XVIII^e siècle. Si l'imagerie populaire a souvent montré l'entrée en religion des cadets de famille pour ne pas diviser le patrimoine, les communautés pauvres comme les riches abbayes servent aussi de maison de correction pour les jeunes filles de la bonne société, de maisons de retraite pour les dames âgées riches ou encore de prisons pour les nobles. La conférence s'articulera autour de nombreux exemples dans l'intendance de Soissons de 1730 à 1790.

dimanche 15 janvier : à 15 heures à l'auditorium du Mail à Soissons. Visigneux, hameau abandonné de Berzy-le-Sec, est un lieu étonnant et mystérieux. Pascale Jacques nous présentera le résultat des recherches tant sur le plan patrimonial qu'historique.

*

Notre réunion de février aura lieu le dimanche 19 février et sera consacrée à notre assemblée générale annuelle.

INFORMATIONS DIVERSES

Bienvenue à nos nouveaux adhérents :

Mmes Christiane JEANNIN, d'Anizy le Château,
Danielle PESLIER, de Nice,
MM. Camille AZEVEDO, de Paris,
J.-Bernard CAPAR, de Muret & Crouttes,

Claude NONNI, de Soissons
Olivier PINTA, de Noyant & Aconin
Didier ROUSSEAU, de Soissons,
Olivier WEETS, de St Cloud.

Nos locaux : après que la Mairie nous ait accordé l'utilisation du local situé sous notre siège social, des travaux d'aménagement viennent de se terminer et nous permettent de disposer d'un emplacement de 3 m. sur 7. Ainsi nous pourrions disposer sur place de tous les documents actuellement stockés au 14 de la rue de la Congrégation

Emploi "handicapé" : David Desfontaines, très malentendant, a été engagé pour une année renouvelable en mars dernier. A raison d'une vingtaine d'heures par semaine, il effectue les opérations de classement et de saisies diverses qui lui sont confiées à notre grande satisfaction.

Film sur Vierzy : le jeudi 15 septembre, à 19 h.30, un film sur la catastrophe ferroviaire du tunnel de Vierzy sera projeté au Casino de Soissons (entrée gratuite sur réservation au 0322692161). Avec 108 morts, cette catastrophe a ému la France entière en 1972. 40 ans après, elle est racontée par des images d'archives par les témoins de l'accident et surtout par le père de la réalisatrice de ce film, Bernard Debraye, dernier voyageur à avoir été sorti vivant des décombres 43 heures après l'accident. Nous découvrirons son histoire et les conséquences inattendues qu'a pu avoir cette tragédie pour les personnes qui l'ont vécue. Ce film personnel et émouvant nous rappelle l'ampleur de cet événement et la trace qu'il a laissé dans la mémoire collective de la région et de ses habitants ; il sera ensuite diffusé sur France 3 le lundi 26 septembre en soirée.



Séminaire de terrain : du 26 au 28 août, un groupe d'une trentaine de spécialistes de la Société Française d'Archéologie est venu visiter de nombreux monuments de notre région. Denis Rolland et Christian Corvisier avaient été chargés d'organiser ces visites sous une forme particulière puisqu'il s'agissait d'un "séminaire de terrain". Initiée en Angleterre par Meirion-Jones, cette forme de visite consiste à faire commenter les monuments par des spécialistes, directement sur le site, sans préparation. Denis Rolland s'est plus particulièrement chargé de guider le groupe à Pernant, Ambleny, Ressons (ferme de la Montagne) et Confrécourt.



Hommage à Alain Morineau

Alain Morineau nous a quitté le 17 mars dernier. Notre première rencontre, c'était hier, mais en fait il y a 13 ans tant le temps passe vite. A l'issue d'une conférence à la Société historique de Soissons, il m'avait abordé et proposé de gérer notre site Internet. J'avais accepté sans trop savoir ce qu'il pouvait nous apporter. J'ai rapidement découvert l'étendue de ses compétences. Habitué à la recherche dans les archives et bibliothèques, il a tout de suite vu ce que devait être ce site.

Quelques années plus tard, tous deux soucieux d'être à la hauteur des enjeux informatiques en matière d'histoire, nous avons assisté à un séminaire de formation organisé pour les Affaires culturelles à Amiens. Nous avons alors été à la fois fiers et déçus de ne rien apprendre. Nous étions à la hauteur de la situation.

Cette compétence informatique se doublait de celle d'un généalogiste de haut niveau. Il nous avait entretenu de ce sujet en mars 2008 et nous avons édité sous son impulsion un CD sur les armoiries des confréries de métiers.

Depuis plusieurs années, il avait entrepris un énorme travail d'édition d'un armorial du Soissonnais qui reprenait toutes les sources historiques connues, compilées après vérification. Ce travail colossal devait être édité sous forme d'une version électronique interactive. Je crains fort qu'il reste inachevé car qui pourra le terminer ?

Alain Morineau avait voulu que je connaisse son engagement dans la Franc-maçonnerie. Il m'en avait entretenu d'une façon simple et décomplexée. Il restait cependant discret sur cette activité, même s'il ne faisait que de rares allusions à son ancien métier de policier. Sur l'histoire de la Franc-maçonnerie, il nous avait donné une conférence. Bien qu'ayant quitté Soissons depuis trois ans, il restait un membre actif de notre association grâce à sa gestion du site Internet. Je devais le revoir prochainement car il était entré en contact avec la bibliothèque Carnegie afin d'obtenir le prêt de certains ouvrages que nous souhaitions numériser.

Mais Alain Morineau était aussi un homme de conviction. Il croyait aux vertus sociales de la sauvegarde du patrimoine et de la recherche historique. Je l'ai toujours trouvé à mes côtés dans tout ce que nous organisions ou défendions. Lors des 160 ans de notre association ou pour la défense du patrimoine. Sur ce dernier sujet, permettez-moi de vous faire part de ce souvenir : je souhaitais aller, avec des journalistes, photographier et filmer un pont du 16^e siècle mis en péril par l'extension du musée de Blérancourt. Comme il s'agissait d'entrer sans autorisation dans une cour fermée du musée, j'hésitais à le faire et je lui demandais :

- que risque-t-on ?
- rien, répond-il, si on est beaucoup, d'ailleurs je viendrais avec vous.

Nous y sommes allés à une douzaine et notre action a été payante, le pont a été sauvé et, depuis, restauré. Au retour de cette expédition, Alain Morineau était enchanté : Ah, ça me rappelle des bons souvenirs, me dit-il.

Cet intérêt pour le patrimoine lui avait fait intégrer le Conseil d'administration de l'association de sauvegarde de l'ancienne chapelle Saint-Charles à Soissons. Il gérait le site Internet qu'il avait créé pour informer de l'avancée des travaux, des spectacles et des manifestations qui animaient ce monument historique classé. Au sein de cette association, il avait su se faire apprécier par son calme, sa courtoisie et sa gentillesse.

C'est donc avec une infinie tristesse que je me fais l'interprète des deux associations pour dire un ultime adieu à cet ami qui m'a souvent conseillé et qui nous a tant apporté. Il nous laissera le souvenir d'un homme affable, disponible et discret, à la fois historien et informaticien, ce qui est peu commun.

Denis Rolland.

PROJET DE DÉPLACEMENT DU MONUMENT DE LA VICTOIRE - 1918

Le monument de Vertes Feuilles est implanté au bord de la N2, à proximité du carrefour éponyme, pour rappeler les combats de juin et juillet 1918.

On l'a oublié aujourd'hui, les Alliés étaient alors en grande difficulté. Les Allemands étaient arrivés sur la Marne. Après quatre années de guerre, plus d'un million de morts, ils se retrouvaient dans une situation voisine de celle de 1914. Le 18 juillet, le général Foch, commandant en chef des forces alliées, lance sa contre-offensive décisive. A l'aide des troupes britanniques et américaines, la 10^e armée du général Mangin et la 6^e armée de général Degoutte attaquent dans le Tardenois et le Soissonnais, appuyées par plusieurs centaines de chars et d'avions, surprenant totalement le haut commandement allemand. Cette offensive marque le début de la reconquête qui conduira, quatre mois plus tard, à l'armistice du 11 novembre.

Le monument est un tronc de pyramide quadrangulaire couronné de quatre casques posés sur une torsade de lauriers faisant saillie aux angles. Il est l'œuvre de Paul Moreau-Vauthier assisté de M. Boulogne architecte à Soissons. Il rappelle les bornes qui, de Dunkerque à Belfort, balisaient le front. L'inscription principale est la suivante :



« À la gloire des soldats Français et
Alliés qui ont combattu
victorieusement sur ce plateau du 29 mai au 25 juillet 1918 ».

Sur les trois autres faces du monument sont inscrits les noms des unités qui ont participé à l'immense bataille qui s'est déroulée là. Parmi lesquelles, les Américains, les Britanniques.

Le terrain a été donné par Mme Simphal née Hermant, de Villers-Cotterêts. Il a été inauguré le 30 juillet 1930 par le maréchal Pétain et Paul Doumer alors président du Sénat. De nombreux généraux français et étrangers étaient présents.

L'emplacement a été choisi sur la route nationale de Paris à Soissons, entre la forêt de Villers-Cotterêts et la ferme de Cravançon, en un point jugé le plus accessible aux visiteurs, le plus au centre des actions de 1918 et enfin comme étant celui d'où la vue peut embrasser le mieux les lisières de la forêt et les plateaux avoisinants. Le financement fut assuré à l'aide d'une souscription auprès des communes et des propriétaires de la région et dans les milieux militaires.

Le doublement de la N2, dans les années soixante-dix, a en quelque sorte marginalisé le monument. Sans aire de parking, il est difficilement accessible. S'arrêter pour contempler le monument est une opération périlleuse. Plus encore lorsqu'on le quitte. Depuis l'accotement en herbe il faut s'insérer dans une voie rapide.

Depuis 1998, date de la dernière opération de nettoyage, il n'est plus entretenu. Le centenaire de la fin de la première guerre mondiale ne peut laisser ce monument en l'état. Dès lors, la question de son accessibilité est donc posée.

A bien regarder l'aménagement d'un parking serait possible à l'ouest du monument, parallèlement à la RN2, mais il nécessiterait une voie de décélération et une voie d'insertion. Au total cela nécessiterait

environ 500 mètres de chaussées. Le coût serait donc considérable.

Proposition

Après avoir envisagé plusieurs implantations dans les environs immédiats, nous avons retenu le carrefour de la D172 et de la route d'accès à la zone du plateau. Cet emplacement présente les avantages suivants :

- Il ne nécessite aucuns travaux d'accès et le stationnement y sera facile.
- Le monument sera le long d'une voie fréquentée.
- Une signalétique adaptée avec une table d'orientation sera utile afin de rendre compréhensible le monument.
- Il reste sur la commune de Chaudun.
- Il se trouvera à une altitude supérieure (ngf 157) à celle de l'ancien emplacement (ngf 151,6) avec une belle vue sur l'ancien champ de bataille. Une table d'orientation pourra le compléter avantageusement. Il pourra être facilement inséré dans un circuit touristique 1918 avec notamment l'observatoire Mangin, le cimetière militaire de Vauxbuin, les bornes et monuments américains, les cimetières britanniques, la plaque souvenir des chars et le monument Jaurès à Chaudun, la stèle de Dommiers, etc.



Plan de situation



Plan d'implantation

Implanté dans ce nouveau site, le public pourra se le réappropriier et les manifestations patriotiques seront de nouveau possibles.

Coût de l'opération

Le coût du déplacement du monument, évalué par une entreprise spécialisée dans la restauration des MH, est estimé à **47 000 € HT**. À noter que ce type d'opération n'est pas assujetti à la TVA.

Financement

Le monument appartient à la commune de Chaudun qui appartient à la communauté de commune d'Oulchy-le-Château. L'une ou l'autre pourrait solliciter la DETR mais, s'agissant d'un monument National et même International puisqu'il commémore le sacrifice des unités américaines et britanniques, il nous semble qu'une participation de l'État s'impose. La Région, le Département et la Communauté de Commune pourraient participer à cette opération montrant ainsi leur engagement dans la sauvegarde du patrimoine et de la Mémoire de la Grande Guerre. Une souscription dans le public pourrait aussi apporter un complément de financement.

Pour porter ce projet une association est constituée. Elle est composée de Soissonnais 14-18, notre Société historique, celle de Villers-Cotterêts et de Savière et Patrimoine. Contact provisoire à notre Société : contact@sahs-soissons.org ou au 06 16 25 55 16.

Laon, une ville en armes au temps de Charles VI (1380-1422)

Conférence de Jean-Christophe Dumain du 20 mars 2016

Le long règne de Charles VI qui s'étend entre 1380 et 1422, voit la Guerre de Cent Ans opposant les royaumes de France et d'Angleterre redoubler de violence, d'autant que la folie du roi dès 1392 cristallise les ambitions des ducs de Bourgogne et d'Orléans. Éclatant au début du XV^e siècle, la guerre civile entre ces deux camps, désignés sous les appellations d'Armagnacs et de Bourguignons, fragilise un peu plus le pays déjà marqué par les attaques anglaises, les épidémies récurrentes de peste et une fiscalité accrue qui finance les armées.

Dans ce contexte, le cas de la ville de Laon est particulièrement instructif, grâce aux archives comptables et aux chroniques qui nous sont parvenues.

Siège du bailliage de Vermandois, Laon qui a perdu son statut de commune en 1331 et donc une certaine autonomie vis-à-vis du pouvoir central, n'échappe pas aux événements. Les Anglais ont attaqué la cité en 1359 et incendient l'abbaye Saint-Vincent et une partie de ses faubourgs. Petit à petit, les campagnes du Laonnois se désertifient et la ville s'appauvrit en raison des fréquents passages de troupe. La restauration de la gabelle en 1382 provoque la révolte des habitants, difficilement réprimée par les représentants du roi. C'est donc une ville fragilisée, d'autant qu'elle est située dans une zone où se télescopent les ambitions des ducs d'Orléans et de Bourgogne. Louis d'Orléans, seigneur de Valois, acquiert le comté de Soissons et les seigneuries de Château-Thierry et de Coucy, tandis que Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, possède la Flandre et une forte influence en Picardie et dans le Saint-Quentinois.

Jean sans Peur qui succède à Philippe le Hardi en 1404 n'a pas l'aura de son père et s'oppose frontalement à Louis d'Orléans dès l'automne 1405 quand une première prise d'armes a lieu à Paris. À cette occasion, la ville de Laon envoie plusieurs messagers à Compiègne, Noyon et Saint-Quentin pour s'enquérir du trajet des troupes bourguignonnes. L'envoi de messagers est important car il confirme ou infirme les rumeurs qui circulent. En cas de danger, la ville de Laon prend des mesures défensives : des chaînes sont tendues à travers les rues pour entraver la circulation des chevaux et certaines portes sont temporairement closes et murées.

La muraille fait l'objet de soins particuliers et les archives comptables font souvent mention de l'intervention de divers artisans pour des travaux d'entretien et de réparation : maçons, charpentiers, couvreurs... La fortification constitue donc une barrière défensive mais aussi psychologique pour les Laonnois. Certaines portes font l'objet de soins tout particuliers et celles de Lupsaut et Soibert abritent également une statue de la Vierge, les plaçant ainsi sous sa protection. Les comptes des années 1410 à 1412 montrent qu'un quart à un tiers des dépenses est consacré à la défense de la ville. Certains legs en faveur de la ville, comme ceux de Guillaume de Harcigny, médecin de Charles VI ou de Jean Tapperel, sont investis dans l'amélioration de la fortification.

Mais la guerre engendre insécurité, ralentissement du commerce et ravages des cultures, les soldats n'hésitant pas à « vivre sur le pays » comme le rappelle une lettre de Charles VI adressée au bailli de Vermandois, au prévôt de Laon et à l'archevêque de Reims. Plusieurs mandements successifs de Charles VI sont conservés et rappellent le triste sort du Laonnois en 1407. Dans l'un d'entre eux, le bailli de Vermandois et le prévôt de Laon sont tenus de s'entourer de nobles et de demander le départ des troupes ; si celles-ci n'obtempèrent pas, ils pourront user de la force armée.

L'assassinat de Louis d'Orléans sur ordre de Jean sans Peur le 23 novembre 1407 constitue l'élément déclencheur de la guerre civile qui éclate officiellement en juillet 1411. Charles, nouveau duc d'Orléans, bénéficie du soutien de nombreuses villes picardes et champenoises et ses

troupes y commettent des ravages : prises de Ham, Chauny, Rethel, saccage de Roye. Mais Jean sans Peur obtient du roi le droit d'y envoyer ses troupes et reprend Ham et Chauny et se fait ouvrir les portes de Laon et du château de Roucy fin 1411.

Pendant la guerre civile, la défense de la ville de Laon est assurée par le capitaine de la ville. Il organise le guet urbain auquel contribuent les habitants, nomme les portiers et participe aux visites de la muraille pour envisager les travaux de consolidation à réaliser. Le capitaine est l'officier le mieux rémunéré de la ville, puisqu'il reçoit 60 livres par an. L'écuyer Gilles Thorel, seigneur de Pancy, est l'un des capitaines les mieux repérés dans la documentation. Gouverneur de la ville entre 1395 et 1401, il devient capitaine de Laon en 1404 et reste à ce poste au moins jusqu'en 1416. Pour ses bons services, la ville lui verse quelques libéralités, 60 livres en 1411 et encore 40 livres en 1414 « pour aucunes causes et consideracions ».

Plusieurs portes ménagées dans la forteresse permettent la circulation entre l'intérieur et l'extérieur de la ville. Ces portes sont sous la responsabilité d'un ou deux portiers, chargés de les « clore et les ouvrir chascun jour ». Treize portes et poternes ont chacune un portier, excepté la grande porte Lupsaut qui en a deux, et les archives montrent que les portiers habitent bien souvent dans une paroisse proche de la porte dont ils ont la garde. Ces portiers occupent des professions très diverses, l'un d'entre eux étant parcheminier.

Le guet est chargé de la surveillance nocturne de la ville et de ses abords, et certains de ses membres sont également portiers, ce qui confirme que ce dernier poste consiste juste à ouvrir et fermer les portes, matin et soir. Les guetteurs sont placés sous l'autorité du dizainier, qui comme son nom l'indique est à la tête d'une compagnie de dix hommes. Le guet étant nocturne, des chandeliers rémunérés par la ville fournissent aux sentinelles des chandelles « *tant pour alumer toute nuit en leur chambrecte, comme pour alumer a lanternes de nuit par la ville* ».

La ville abrite également des gens de trait. Le corps des arbalétriers de Laon est créé par une ordonnance de Charles V en 1368 et dirigé par un connétable des arbalétriers. Ils prennent part à certaines expéditions militaires, comme le siège de Coucy en 1412 ou l'expédition Outre-Manche du comte de Saint-Pol Waléran de Luxembourg en 1403.

Les archives mentionnent plusieurs messagers laonnois chargés de s'enquérir des passages de troupes et ainsi avertir la ville qui prend les mesures adéquates de garde et de défense. Ainsi en 1411, Jehan Le Huguelier et Aubelet Le Telier sont envoyés « *a Noyon et oultre [...] pour savoir quel chemin l'ost de monseigneur de Bourgoyngne et des Flamens tenroient* ».

À l'hiver 1411-1412, la ville de Laon est obligée « *par commandement fait a ladicté ville de par le roy* » de prendre part au siège de Coucy entrepris par le bourguignon Waléran de Luxembourg en envoyant un petit contingent de vingt hommes, dont huit arbalétriers, et du matériel. Le coût de la participation à ce siège représente environ 15% des dépenses totales de la ville en 1412. Certains Laonnois participent également aux sièges de Vervins et Gercy en 1412 et prêtent aux assaillants bourguignons des tentes et des bombardes.

Si l'année 1413 apparaît plus calme, elle voit le duc de Bourgogne perdre le gouvernement royal. Les Armagnacs s'emparent donc du pouvoir à Paris et décident de poursuivre Jean sans Peur jusque dans ses terres flamandes. Leurs troupes s'emparent de Compiègne et saccagent littéralement Soissons en mai 1414, provoquant l'effroi dans la région. La ville de Laon qui avait pris des mesures de défense au printemps 1414 en recrutant un canonier, doit ouvrir ses portes aux Armagnacs dès la fin mai. Elle cherche avant tout à éviter toute destruction et fait preuve d'opportunisme, naviguant d'un camp à l'autre. Le roi reste à cette occasion quelques jours à Laon.

Après le désastre d'Azincourt en 1415 et la prise de Paris en 1418 par les Bourguignons, Laon rouvre ses portes à ces derniers. Mais le Laonnois voit l'implantation des deux camps, puisque les Armagnacs tiennent Crépy et Montaignu jusqu'en 1420, et certaines lettres de

rémissions conservées aux Archives nationales, montrent que les escarmouches au pied des murailles de Laon sont récurrentes. Le meurtre de Jean sans Peur en 1419 provoque l'alliance des Bourguignons et des Anglais en 1420, validée par le « honteux traité de Troyes ». La ville de Laon est désormais dominée par les Anglo-bourguignons jusqu'en 1429, date à laquelle elle ouvre ses portes au roi Charles VII tout juste couronné à Reims.

Entre 1407 et 1422, la ville change au moins 4 fois de camp. Armagnaque (de 1407 à 1411), bourguignonne (1411-1414), armagnaque (1414-1418), bourguignonne puis anglo-bourguignonne, ce qui montre finalement la relative faiblesse de la ville face aux pouvoirs royal et princiers. La ville tente surtout de se protéger, parfois au détriment de ses voisines (Crépy), ne souhaitant pas subir de destructions (comme Soissons). Cet état de guerre qui crée une peur est à l'origine du ralentissement économique et peut-être du dépeuplement de la ville au cours du XV^e siècle.

Jean-Christophe Dumain.

cc. 393

Sachent tuit que Je Guillaume Le fevre demourant a Mons en Laonnois confesse avoir eu et receu des bourgeois
gouverneurs et habitans de la dite ville et paiz de Laon par la main de Jehan Frohen l'un des gouverneurs
et recepveur d'icelle ville la somme de cent neuf sols et IIII (4) deniers parisis pour la painne et salaire de nous IIII (4)
arbalastriers qui avons servi et veillé XLI (41) journez et nuitez par le temps de l'effroit qui fut
en Quaresme derrain passé c'est a savor pour Jehan de Grantcourt dit Maistre d'Ostel Jehan Denisart
Jehan Chacrisot et moy pour chascun jour et nuit XXXII (32) deniers. De laquelle somme de CIX (109) sols IIII (4)
parisis dessus dicte je me tiens pour contens et bien paieez et en quitte ladicte ville ledit Jehan Frohen et tous autres
et promés a aquitter pour et envers mes dis compagnons. Tesmoing mon seel et sing manuel mis a ceste
presente quittance faite le XIe (11e) jour d'octobre l'an mil IIIIC et XIII (1414)

Guillaume Le Fevre

Traduction de cet extrait des archives communales de Laon :

Sachent tuit que je, Guillaume Le Fevre demourant a Mons en Laonnois, confesse avoir eu et receu des bourgeois, gouverneurs et habitants de la ville, et paiz de Laon, par la main de Jean Frohen, l'un des gouverneurs et recepveur d'icelle ville, la somme de cent neuf sols et IIII (4) deniers parisis pour la painne et salaire de nous IIII (4) arbalastriers qui avons servi et veillé XLI (41) journez et nuitez par le temps de l'effroit qui fut en Quaresme derrain passé, c'est à savor pour Jehan de Grantcourt dit Maistre d'Ostel, Jehan Denisart, Jehan Chacrisot et moy pour chascun jour et nuit XXXII (32) deniers. De laquelle somme de CIX (109) sols IIII (4) parisis dessus dicte je me tiens pour contens et bien paieez et en quitte ladicte ville, ledit Jehan Frohen et tous autres et promés a aquitter pour et envers mes dis compagnons. Tesmoing mon seel et sing manuel mis a ceste presente quittance faite le XIe (11e) jour d'octobre l'an mil IIIIC et XIII (1414)



Projection de films anciens

le samedi 2 avril 2016

par la société Archipop

D'autres images, d'autres regards

C'est en 1923 que le cinéma amateur se développe en France avec l'invention de petites caméras et de nouveaux formats tels que le 9,5 mm et le 16 mm. Il se démocratise en 1932 avec l'arrivée du 8 mm par Kodak, format peu coûteux et en couleur dès 1936. À partir de ces films de la vie familiale, du travail, de vacances, de voyages, de rites populaires, de journaux filmés, Archipop offre un point de vue unique sur la vie de notre région, sur ces années marquées par tant de transformations sociales, culturelles et politiques.

Archipop comme Archives Populaires

Initié en 2003, le projet Archipop a pour objet de collecter, sauvegarder, conserver et valoriser les films qui témoignent des activités, des événements et de la vie quotidienne de la région Hauts de France. Archipop compte à ce jour plus de 1 300 heures de films numérisés, 288 collections soit plus de 3 000 bobines.

La collecte fonctionne principalement grâce à des dépôts spontanés, des projets mis en place sur un territoire donné et cofinancé par les collectivités et les institutions et des collectes thématiques ciblées et à notre initiative.

La sauvegarde des films s'effectue selon un cahier des charges très précis et garantit la pérennité des fonds collectés. La conservation obéit aux contraintes nécessaires à la préservation des films (salle sécurisée, température et hygrométrie stable).

L'indexation permet de donner du sens à chaque archive filmée et est essentielle pour permettre son exploitation et sa valorisation. Il est important non seulement de décrypter les images mais aussi de les situer dans leur contexte. Pour mener à bien ce travail de documentation primordial à la constitution de cette mémoire, l'équipe s'appuie en permanence sur un réseau de déposants et de personnes-ressources : universitaires, historiens, scientifiques, professionnels, associations d'histoire locale... Les films sont indexés sur la base de données DIAZ qui est spécifique aux films amateurs.

Les valorisations permettent aux populations de se ré approprier cette mémoire collective et contribuent à enrichir leur réflexion sur le devenir de leur territoire. De la même façon il est essentiel que les acteurs locaux (élus, associations, collectivités, écoles...) considèrent ce patrimoine comme un élément dynamique de développement. Ces valorisations peuvent prendre plusieurs formes comme des projections, des ateliers en milieu scolaire, des expositions interactives, des productions de films documentaires...

Un partenariat très prometteur

Le 2 avril dernier, en partenariat avec la Société Archéologique, Historique et Scientifique de Soissons, Archipop a proposé une projection d'archives filmées à la salle du Mail. Cette projection fut l'occasion de découvrir des images inédites de Soissons et de ses environs des années trente à

1992. Parcourant des événements historiques comme les libérations de la ville de Soissons et Fère-en-Tardenois, des traditions avec les fêtes Boulistes ou encore de la vie quotidienne avec les travaux des champs. Les spectateurs ont pu bénéficier du décryptage des images par Denis Rolland qui commentait les images projetées en direct. Cette projection fut un réel succès, la salle était comble !

Le partenariat avec la Société historique de Soissons est l'exemple même d'une collaboration dans laquelle les deux associations se complètent en travaillant ensemble depuis la collecte jusqu'à la valorisation. Archipop souhaite poursuivre cette collaboration sur le Soissonnais afin de mettre à jour d'autres pans de cette mémoire collective.

Au fur et à mesure des prochaines découvertes nous espérons, ensemble, pouvoir proposer au public de nouvelles projections.

Pourquoi déposer vos films

Si vous êtes un particulier, une entreprise ou une association, vos films présentent un intérêt patrimonial qui s'étend au-delà du cercle privé ou institutionnel. Ils sont le témoignage d'une époque et constituent une source documentaire précieuse de notre culture et de notre histoire. Les déposer, c'est aussi sauver vos films menacés par un processus de détérioration lorsqu'ils ne sont pas correctement conservés ou devenus illisibles, faute de matériel adéquat. Archipop propose de les sauvegarder en les numérisant et en les conservant.

En permettant à l'association de valoriser vos films dans un but culturel et patrimonial, vous contribuez ainsi à la création d'une mémoire audiovisuelle collective.

Informations

Pour effectuer un dépôt ou simplement obtenir des informations complémentaires, contactez Charlene, notre responsable collecte. Tel : 03 44 22 60 55 et charlene@archipop.org - www.archipop.org



La libération de Corcy - 1944

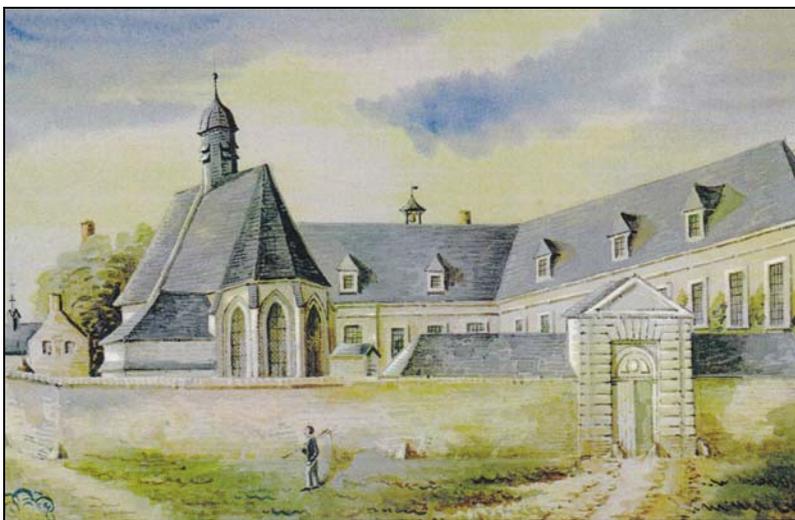
Bouquet provincial à Soissons - 1930



Les hôpitaux de Picardie du Moyen-Age à la Révolution

conférence de Marie-Claude Dinet-Lecomte
maître de conférence honoraire à l'université de Picardie-Jules Verne
le 17 avril 2016

A l'heure des restructurations et des menaces croissantes qui pèsent sur le sort des anciens hôpitaux et de leur patrimoine, il était du plus haut intérêt de disposer d'un instrument ce travail qui recense avec méthode tous les établissements et les sources historiques disponibles à leur sujet. C'est ce travail que nous a expliqué Mme Dinet-Lecomte à l'occasion de la publication du livre (*) qu'elle a coordonné sur ce thème avec son collègue médiéviste Pascal Montaubin et une équipe d'historiens, d'historiens de l'art, d'archéologues et d'archivistes.



Aquarelle de l'hôpital de Rue en 1850

Conçu comme un répertoire atlas à l'échelle de l'ancienne région Picardie, ce livre de recherches contient les notices de 190 hôpitaux répartis dans 110 localités des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, qui ont existé depuis le Moyen-Age jusqu'à la Révolution française. Ainsi pour Soissons figurent les établissements suivants :

- hôpital général St Charles, près de la rue Neuve de l'hôpital,
- hôpital collège de Bauton, rue de Bauton,
- hôpital près la place de Soissons, dans le secteur de l'hôtel de ville,
- hôpital Ste Catherine des Ecoliers, rue des Minimes,
- hôpital de l'abbaye St Médard, place St Médard,
- hôtel-dieu St Vaast, rue St Vaast,
- hôpital St Nicolas des Pauvres Clercs, impasse du Collège,
- hôtel-dieu St Gervais, rue des Chaperons Rouges,
- hostellerie Notre-Dame, rue Notre-Dame.

Un choix d'annexes, d'illustrations et de cartes permet de compléter l'approche analytique, d'embrasser plus d'un millénaire d'histoire hospitalière en faisant ressortir la densité et la permanence des fondations hospitalières et charitables sur le long terme. Par conséquent, cet ouvrage s'adresse à un très large public, professionnel ou amateur, qui s'intéresse à l'histoire de la Picardie et plus généralement à la préservation de la mémoire hospitalière.

(*) livre publié en décembre 2014 aux Editions Encrege.

Visite patrimoniale à Bucy-le-Long

le 22 mai 2016

Malgré l'annonce de la pluie plus que probable, une cinquantaine de personnes étaient présentes sur le parvis de l'Église Saint-Martin pour participer à une randonnée historique qui a comporté trois étapes.

Nous avons commencé par **l'Église Saint-Martin**.

Dédiée à Saint-Martin et classée monument historique en 1923, elle est composée d'une nef flanquée de deux collatéraux, d'un transept double à deux croisillons et d'un chœur. D'un premier édifice, antérieur au 12^{ème} siècle, il ne subsiste qu'une partie de la nef. Des traces de l'emplacement de deux vitraux romans sont encore visibles. La nef dont la première travée comportait un plancher en bois a été rehaussé par la suite. On peut dater le chœur et le transept du 16^{ème} siècle, mais le croisillon sud, chapelle de la vierge, a été ajouté une fois que le chœur fut terminé. Quant au second transept, il ne fut jamais terminé. Cette partie comporte un vitrail gothique flamboyant. Étant donné la configuration de l'édifice, il est possible qu'une crypte existe, sans pour autant que l'on puisse en prouver l'existence. Le clocher, flanqué de quatre clochetons est sujet à caution car il possède à sa base des gargouilles. Ceci pourrait laisser à penser que le clocher initial aurait pu être plat ou comporter une couverture en pierres comme à Taillefontaine, Belleu, ou Septmonts.

L'arbre de Jessé.

Bien entendu l'œil du promeneur ne saurait ne pas s'attarder sur le magnifique vitrail de la Renaissance situé dans le bras nord du transept. Il fut offert à la paroisse de Bucy par la famille Quinquet qui a eu de nombreux représentants dans notre région. On l'attribue à Mathieu Bléville (maire verrier, originaire de Saint-Quentin). Très restaurée à plusieurs reprises et en particulier par Didron en 1856 puis par Socard en 1927, suite aux dégâts de la grande guerre, cette verrière fut classée en 1915, en pleine guerre. L'image est un arbre de Jessé qui aboutit à la Vierge tenant l'Enfant Jésus, placée dans le médaillon central du tympan. Les cinq autres médaillons représentent : au sommet de l'Annonciation, dessous de la Visitation et la Nativité, enfin de part et d'autre de la Vierge, l'Adoration des mages et la Fuite en Égypte. Deux anges sont fortement comprimés dans deux mouchettes.

Les cloches

Symbole de nos joies, de nos peines et autrefois ponctuant le labeur de nos ancêtres, elles ont une belle histoire dans l'église Saint Martin de Bucy-le-long. On situe le baptême des anciennes cloches au 26 septembre 1714, elles étaient au nombre de trois. Bien entendu, elles connurent un triste sort en 1793. Remplacées tardivement en 1857, elles disparurent encore en 1915, emportées par l'ennemi. Ce n'est qu'en 1932 qu'elles sont remplacées une nouvelle fois et revêtues des vers du célèbre poète Francis Jammes qui s'est marié à Bucy en 1907 et inaugurées par la chorale de Bucy et Vregny.

Halte au le perron municipal

A la sortie de l'église, et après les commentaires précieux de Denis Rolland nous avons fait une halte au perron municipal édifié en 1812 par la Général Dutour de Noirofosse.

Le Prieuré

L'immensité de ces grands murs couverts de lierre masquant un joli petit manoir sont fascinant. Enfant, je montais en courant au-dessus des Envermonts pour voir en surplomb le cerf majestueux qui trônait au centre du jardin arboré par des arbres centenaires. Mais pourquoi appelle-t-on cette propriété au charme anglais : « le prieuré » ? En fait elle n'a aucune origine religieuse. Elle a été baptisée ainsi par un de ses nombreux anciens propriétaires. Au début du 20^{ème} siècle, elle a aussi été baptisée « villa des Bois » ou « villa aux bois ». Sa construction s'étale sur plusieurs siècles et son architecture a été modifiée au fur et à mesure. Les traces les plus anciennes signalent cette bâtisse comme étant la maison du comte. C'est-à-

dire du comte de Soissons qui avait droit de justice. En fait, elle était déjà la maison de campagne de la famille Dutour de Noirfosse, très ancienne famille de notables soissonnais. Puis elle fut réunie vers 1774 à une autre bâtisse imposante qu'est celle du « Presbytère du Haut ». Une porte donnait d'ailleurs accès dans le cimetière entourant l'église Saint-Martin. Cet accès muré est encore bien visible aujourd'hui.

Bernard Ancien, illustre historien local soissonnais s'il en est, donne dans une notice bien des détails sur cette jolie demeure. En ce qui concerne la maison du comte, ses caves variées semblent ne pas correspondre avec les constructions actuelles et sont sans aucun doute bien antérieures. La construction du logis actuel semble donc remonter au début du XIX^{ème} siècle, même si certains éléments d'architecture comme des colonnes paraissent plus anciens. Il convient de penser qu'ils datent d'une construction plus ancienne et ont donc été intégrés à la nouvelle bâtisse. Une terrasse semble donner les soubassements du presbytère du haut. Sous cette terrasse sont aussi de jolies caves construites avec style. Chacune d'entre elle est agrémentée des deux côtés par une niche crédence. L'une d'elle renferme un bassin de pierre. Ces caves paraissent dater toujours du XVIII^{ème} siècle. Son enceinte est ornée d'une tour carrée avec une meurtrière donnant sur l'église. Elle fut transformée en un charmant belvédère et ornée en son faite d'une balustrade de pierre.

Il ne reste plus de constructions réellement anciennes, sinon quelques caves qui se trouvent au-dessous de la cour (du 14^{ème} au 16^{ème} siècle) Cependant, les murs de clôture, que l'on peut qualifier par endroit de monumentaux datent du 16^{ème} siècle. Ils entrent dans l'ensemble des fortifications. Ils incluent le perron municipal qui date de 1812, édifié par Claude Dutour de Noirfosse et qui mériterait à lui tout seul quelques pages d'explications.

A la mort du général Dutour de Noirfosse la propriété échoit par le biais de la succession à sa veuve née Jeanne Charlotte Huet et à ses enfants, Adrien Dutour de Noirfosse, Amélie Dutour de Noirfosse, Veuve de Etienne Pille, Agathe Dutour de Noirfosse et Cécile Dutour de Noirfosse toutes deux célibataires. En 1844, Le Prieuré est alors vendu par Benoit Lefèvre, avoué à Paris, veuf de Anne Dutour de Noirfosse, l'un des gendres du général, à Monsieur Joseph Brun et à son épouse née Eléonore Latour, père de Félix Brun qui y est né en 1854 et qui nous a laissé ses fameux ouvrages sur l'histoire de Bucy.

Félix Brun, attaché aux archives du ministère de la guerre, chevalier de la légion d'honneur est notre écrivain local. Il demeure alors à Paris, 5 rue des grands Augustins. Il vend la propriété à la mort de ses parents à Madame Elisa Fontaine, demeurant à Paris 46 avenue Kleber. Elle est veuve de Camille Stanislas Vaillant, chevalier de la légion d'honneur, quincailleur à Paris. Elle est la fille de M. et Mme Ildephonse Fontaine-Binet, fermiers de la ferme de la montagne à Bucy. Son fils Fernand mort pour la France, est inscrit à notre monument aux morts ;

Voici comment est décrite la propriété en 1898 lorsqu'elle fut vendue à madame Veuve Vaillant née Eugénie Fontaine. :

Une maison de campagne avec jardin anglais, jardin potager et bois. La maison d'habitation se compose au rez de chaussée d'une cuisine et d'une salle de billard. Au premier étage formant rez de chaussée à l'aspect du niveau du salon, une salle à manger, une bibliothèque, une salle de bains, une grande chambre et deux autres pièces plus petites. Escaliers conduisant à l'étage supérieur composé de quatre chambres et grenier sur le tout, caves, celliers, fruitiers, offices. Des dépendances de la maison qui comprennent une grande cour avec une pompe réservoir distribuant l'eau dans la cuisine, hangars, remises à voitures, écuries à chevaux, étables à vaches et à porcs, poulailler, pigeonnier, cabanes à lapins, fromagerie, buanderie et logement de domestiques avec grenier.

Les jardins anglais constituent un jardin anglais au midi de la maison avec terrasse et perron, charmille vue sur la vallée de l'Aisne. Tout le terrain est entouré de murs garnis d'espaliers. Un autre jardin au nord de la maison avec terres, volière et vergers. Un jardin potager avec couches espaliers, arbres fruitiers avec citerne et hangar. Enfin un parc boisé d'arbres de haute futaie. Le tout est entouré de murs de toute part avec cinq sorties par grilles et portes. La contenance est de trois hectares, soixante-dix centiares.

Puis la propriété est acquise à la mort de cette dernière par Raynald Legouez, dans les années 20. Ce personnage illustre est connu du tout Paris et a une carrière bien remplie : Ingénieur en électricité et aux

ponts et chaussées et membre du conseil d'Escompte de la Banque de France, président de la chambre de commerce de Paris, chevalier du mérite agricole, officier d'académie, il est nommé commandeur de la légion d'honneur en 1895. Marié deux fois, il est pourtant inconsolable de la mort de sa fille unique Valentine. A sa mort survenue le 29 février 1944, une vente aux enchères du somptueux mobilier a vidé les lieux.

De somptueuses fêtes sont organisées sous forme « de Garden party » terminées parfois par des feux d'artifice. Les jardins sont alors fastueux, les buis taillés, les massifs et les pelouses bien entretenus. Le parc, même s'il sert bien volontiers à quelques cultivateurs pour faire paître leurs vaches, est alors digne de ce nom. Puis s'installèrent M. et Mme Schwab. Ce dernier est un commerçant parisien en peintures et papiers peints.

Une nouvelle fois vendu, le Prieuré passa à M. et Mme Claude Fitte, photographe parisien. Le couple en avait fait leur résidence secondaire. Il est vrai que le cadre est idéal pour un photographe. L'ayant eux-mêmes vendu quelques années plus tard à M. et Mme Matran. Le Prieuré n'est alors que rarement habité et commence alors une longue période de délabrement. Jardins et parcs étaient alors dans un état d'abandon extrême. Finalement vendue, dans les années 1970, la propriété est alors malheureusement démembrée. Les deux corps de logis sont alors vendus séparément et le parc vendu à un promoteur où sera construit le lotissement du Prieuré que nous connaissons aujourd'hui.

En 1981, de nouveaux acquéreurs, le docteur et Mme Patrick Day, (ancien maire de Soissons) ont largement contribué à rendre à ce site enchanteur son charme d'antan. Œuvre continuée par Jean Luc et Véronique Nicolas qui sont les propriétaires actuels.

Après la visite de cette jolie propriété, nous priment le chemin de la Tour, en passant par les chemins ruraux et en logeant les murailles des demeures à vocation viticoles. Ces enceintes fortifiées étaient souvent dotées de tourelles dont celle de la maison Rozaux que nous avons pu admirer.

Une petite halte sous les parapluies nous a permis de découvrir les quelques ceps de vignes de M. Jean Dujon, derniers rescapés de l'époque où Bucy le Long vivait essentiellement de la production du vin. Les métiers du village étaient encore au 19^{ème} siècle majoritairement ceux de vigneron, tonneliers, négociants en vins etc. Les mariages entre fils et filles de vigneron des villages alentours étaient très fréquents en particulier les villages de Cuffies, Chivres, Condé, Celle sur Aisne. Le phylloxéra et la guerre de 14-18 ont sonné le tocsin de cette exploitation intensive.

La Tour

Elle est située sur le fief dit de « Broyon ». Les habitants de Bucy l'appellent affectueusement la tour Flagella, du nom d'un de ses propriétaires qui n'est autre que le grand père de Mme Coste qui nous a accueillis en ce jour pluvieux.

Cette tour, haute de vingt mètres, qui est le seul vestige d'un manoir, n'est pas sans rappeler le donjon de Septmonts, qui appartient à un des mêmes propriétaires. C'est le plus ancien monument de Bucy en dehors des églises Saint-Martin et Sainte-Marguerite. Elle représente un vestige très précieux pour l'archéologie car elle fait la transition entre les châteaux-forts et les tours d'agrément des châteaux de la Renaissance.

Ce fut certainement un des derniers manoirs, si ce n'est le dernier, bâti dans le Soissonnais. Construite en pierres de grand appareil, la tour, comme on peut le constater, n'est pas dépourvue de défenses. Elle n'en n'avait pas moins un rôle fonctionnel et était située à l'angle de deux logis situés en équerre. Elle desservait les deux niveaux d'appartements du manoir. Elle est classée monument historique depuis 1925.

Historique de la tour et du Château :

On trouve très tôt trace de ces édifices. Ainsi sur un testament de 1404, on les désigne par « grand hôtel de Bucy ». Près de ce château se trouvait une chapelle dite de Broyon qui aurait été fondée en 1313 par un Simon de Bucy. Cette chapelle possédait un titre curial au même titre que les autres églises du village.

Qui était Simon de Bucy ?

Cependant, ce n'est pas ce Simon de Bucy qui fut bâtisseur de la Tour ou de ce que l'on appelle le château de Bucy. C'est Guillaume de Bische, brillant personnage de la seconde moitié du 15^{ème} qui en fut le constructeur.

Qui était Guillaume de Bische ?

Il était originaire de Moulins-Engilbert dans le nivernais. Cet homme était un diplomate né. Il acquit plusieurs fiefs dont celui de Broyon. Il fut le premier Seigneur de Bucy. Il était très attaché à Bucy et fit donc édifier « une grande maison » sur le fief de Broyon qui devait être achevée à son décès survenu en 1497. La propriété passa alors à son fils, Jean, puis à son gendre Lameth, qui la délaissa au profit de son château de Pinon. Puis à l'issue de ventes successives, François Dupleix de Bacquencourt, fermier général, en est le possesseur en 1713, suite à une adjudication. Trois générations de Dupleix en furent propriétaires sans jamais l'habiter. Au même titre que d'autres fermes possédées par les Dupleix, telles Mercin ou Pernant, Bucy fut géré par des familles d'hommes d'affaires soissonnais tels les Fabus ou les Pille. Elle est alors scindée en deux fermes, celle de la tour ainsi que celle de la Montagne, nouvellement bâtie. En 1740, elle comportait 58 articles d'arpentage en bas et 37 pièces de terre en haut. Christophe Ferté époux de Françoise Maynon (dont la sépulture existe encore dans notre ancien cimetière) en est le fermier général en 1768. Au fur et à mesure la ferme de la Montagne est devenue plus prépondérante que celle de la tour. Ceci expliquerait sa déchéance. Dupleix de Bacquencourt était le plus riche propriétaire terrien de Bucy le Long et fut victime de la Terreur en 1794.

La fille de François Dupleix, la comtesse de Montesquiou-Fezensac put recouvrer une partie de ses biens après la révolution et, en 1820, sa petite fille vendit la ferme du château à Charles Binet (ancêtre de la famille Fontaine de la ferme de la Montagne) qui était le gendre de Christophe Ferté. Depuis le début du 18^{ème} siècle la famille montrait un désintérêt certain de la ferme du château au profit de celle de la Montagne.

Loué depuis longtemps, le château qui n'avait plus fière allure tomba en ruine. Sur le cadastre de 1831, il ne reste déjà plus que la tour, le manoir a disparu. Ainsi que sur les estampes de Baraquin datées de 1863, qui avait croqué ces ruines. On voit alors qu'une voûte en plein cintre reliait la tour à la chapelle. On est en droit de penser que Charles Binet fit abattre les ruines du manoir en 1820 en respectant toutefois le donjon.

Le domaine se composait de trois parties :

- 1) Venant de Soissons, on abordait d'abord la ferme qui se dressait le long de la ruelle du Pochard.
- 2) Le château plus loin, son entrée n'a pas changé. A gauche se trouvait la chapelle Notre Dame de Broyon avec ses grandes arcades ogivales. Transformée en grange, puis en logis cossu en 1863. Elle a longtemps servi de maison de campagne à la famille Macherez de Soissons. Ruinée et incendiée lors de la grande guerre, un joli pavillon bourgeois en pierres et briques fût réédifié par Monsieur Emile Flagella-Constant après qu'il ait acquis la propriété en 1920. Le cèdre que vous pouvez admirer date de cette époque.
- 3) plus loin se trouvait la grande pâture. Elle abrite en ce moment des chevaux. Cette pâture a été tronquée en 1820, date à laquelle la route qui a succédé au veyeu de Soissons à Vailly a été percée...

Description archéologique de la tour et du Château :

Sur un plan de 1740, figure une cour quadrangulaire allongée. On reconnaît semble-t-il deux corps d'habitation disposés en équerre de part et d'autre de ce qui doit être la tour : adossée à l'un d'entre eux, cette dernière doit communiquer avec l'autre qui paraît encadré de tourelles d'angle de saillie. On distingue nettement des traces de solins et d'arrachements de ces deux corps de bâtiments.

Unique vestige de la grande maison de Guillaume de Bische, cette tour semi-circulaire, qui comme nous l'avons dit est élevée de 20 mètres, s'adossait visiblement à un corps de logis élevé de plus de trois niveaux. Un large escalier en vis en occupe les deux tiers de la hauteur, surmonté de deux salles superposées, desservies par un escalier secondaire logé dans une tourelle accolée. Ménagée au rez- de

chaussée et défendue par la grande bretèche placée en saillie supérieure, la porte basse était également protégée par une herse dont subsistent les glissières. Les premières marches de l'escalier donnent sur la droite sur un passage condamné, lui aussi encadré par les glissières d'une herse. En poursuivant l'ascension, on rencontre les retraits servant au relèvement des herses, d'autres accès aux étages condamnés comme les premiers, ainsi que plusieurs meurtrières à ébrasement interne.

La voûte à six nervures qui couvre le sommet de l'escalier est orné d'une belle clef sculptée où l'on reconnaît les lys royaux, martelés à la Révolution, entourés des coquilles du collier de Saint-Michel. Sur le côté se trouve l'escalier secondaire, logé dans la tourelle accolée qui dessert les salles supérieures. La première est dotée d'une large fenêtre et d'une cheminée à hotte. Elle est couverte d'une voûte semblable à la précédente dont la clef est encore plus remarquable. On y trouve des feuillages mêlant des animaux (en particulier du gros gibier) et des scènes de cynégétiques (prouvant l'amour du maître des lieux pour la chasse) entourant un écu écartelé où l'on reconnaît les armes de Guillaume de Bische-Cléry et de Jeanne d'Esnes son épouse. Le dernier étage, voué à la défense, est établi en légère saillie sur une ligne de trois ressauts moulurés. On y trouve une cheminée tronquée de son manteau mais ayant conservé ses montants (pieds droits à moulurations prismatiques), une fenêtre semblable à celle de l'étage inférieur et deux postes de défense : l'un près de la porte, devant une meurtrière oblique couvrant le haut de l'escalier, l'autre devant l'orifice de la grande bretèche à la verticale de l'entrée de la tour.

L'on peut observer les nombreux graffitis qui constellent les murs de la tour. Ils s'échelonnent depuis les Lorrains de 1652 jusqu'à nos jours. Pour les gens originaires ou connaissant bien la commune, l'on y retrouve des noms familiers du village : Nivart, Polteaux, Binet, Lhotte, Tassin, Tutin.... Ainsi que bien des inscriptions de soldats de toutes nationalités ayant trouvé refuge dans la tour lors des différents conflits. Sur l'arrière de la tour, se trouvent du côté de l'ancien jardin de la ferme des inscriptions laissées par les maçons et autres ouvriers.

A la fin de la visite de la tour, chacun a pu regagner son véhicule, toujours sous la pluie ! Un pot d'amitié servi à l'église a permis de se sécher, de se réchauffer et de se quitter chaleureusement, chacun ayant pu échanger sur cette belle journée.

André POTIER.



Le Prieuré en 1914

NOTRE SORTIE PIQUE-NIQUE DU 19 juin 2016

Ce dimanche 19 juin, un car complet prend la direction d'**AMBLENY**, fief de notre président Denis Rolland qui nous commentera, bien entendu, cette première visite. Ambleny est un village connu dès le 11^{ème} siècle, il appartient à cette époque à l'évêque de Soissons mais est très vite accaparé par le seigneur de Pierrefonds. Une bulle pontificale de 1143 atteste de la présence d'une tour construite par Dreux de Pierrefonds, dont on peut



situer la construction entre 1140 et 1143. Le bâtiment est typique des constructions du 12^{ème} siècle édifiées entre 1100 et 1150, tels Houdan, Etampes... La tour d'Ambleny est sans doute la mieux conservée, ce qui en fait un édifice majeur pour la compréhension de la construction de pierre à l'époque romane. L'accès d'origine se situe au premier étage, la porte basse est une modification du 16^{ème} siècle. Pour accéder à la tour, il fallait franchir le mur d'enceinte avant d'accéder à la porte d'entrée à l'étage. Le rez-de-chaussée était plongé dans le noir et contenait la cave et le puits, au premier étage se trouvait la grande salle. Sept mètres le sépare du deuxième étage où se situait la chambre seigneuriale isolée ; il contient aussi un couloir et des latrines ainsi que la commande de relevage de la porte donnant accès à la tour. Le troisième et dernier étage, aujourd'hui disparu, se situait à neuf mètres du précédent. La tour était terminée par un parapet crénelé et des mâchicoulis. Le donjon ne comporte aucune cheminée, il faut sans doute imaginer un système de foyer central permettant de chauffer tous les étages. C'est à la Révolution que l'édifice est détruit partiellement. On peut conclure qu'il s'agit des premiers tâtonnements de la construction de pierre car si la technique de la taille de la pierre est parfaitement maîtrisée, le parement était réalisé avec une alternance de mortier de terre et de chaux et les liaisons entre les étages étaient réalisées avec maladresse.



Nous nous rendons ensuite à **CROUTOY**, dans le proche département de l'Oise, pour y découvrir son château et sommes accueillis par son propriétaire, Monsieur G de France. Il s'agit au départ d'un manoir qui a été agrandi à la fin du 19^{ème} siècle, situé dans une région très prisée à cette époque. Il est entièrement construit sur des creutes et surplombe la vallée. Le

domaine appartient à la famille d'Oblet au 16^{ème} siècle et reste dans cette même lignée pendant quatre siècles. En 1753, Louis d'Oblet fait construire le château comme en atteste une pierre gravée de cette date retrouvée lors d'une campagne de rénovation. Marie-Adélaïde, dernière représentante de la famille, épousa en 1772 le capitaine Guillaume Antoine Alexandre de France, premier du nom à Croutoy. Le général Arthur de France agrandit le château entre 1860 et 1880 en conservant le rez-de-chaussée de l'époque antérieure. Pendant la première guerre, le village n'est que faiblement touché par les combats et le château est occupé successivement par les Allemands et par les Français. En 1931 arrive à Croutoy une partie des biens subsistant du château de Villers-Hélon qui appartenaient au général Maurice de Chauvenet et Madame née Sieyès. Ce château fut vendu à la mort du général qui ne se remit jamais de la perte de deux fils tués au combat. Leur fille Antoinette avait en effet épousé le jeune capitaine Alphonse de France, grand père de notre hôte. En 1940, le village subit des dommages plus sérieux avec une destruction partielle de l'église, mais le château est épargné. Avant de regagner le car, nous allons voir le petit pont daté de 1726, qui reliait les deux parties de cette propriété, morcelée depuis la Révolution;

Retour dans l'Aisne, avec la visite de l'abri du Kronprinz de Bavière (à ne pas confondre avec le Kronprinz de Prusse) à **NAMPCEL**. Ce bâtiment, à l'entrée du village, est adossé à la colline. Il est inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques. Une association pour la sauvegarde de l'ensemble a été créée il y a six ans (APRAK), c'est l'un de ses membres, François Delaleau, qui nous donne les explications nécessaires. Ce n'était



pas une résidence pour de simples soldats, mais davantage une résidence un peu noble de part les matériaux employés pour son édification. En effet, il s'agit d'une construction en pierre de taille ; les Allemands qui ont construit cet abri, n'étaient pas spécialistes de ce matériau et la pierre choisie n'était pas d'assez bonne qualité, ce qui a entraîné une dégradation rapide. A l'intérieur, le sol était recouvert de carrelage et les murs de lambris. Les dimensions sont de 30 mètres de longueur sur 10 mètres de profondeur. Les archives de l'époque ayant disparu, probablement détruites en 1940, on ne peut qu'imaginer la destination des différentes pièces. On pense donc que les 7 pièces du rez-de-chaussée étaient consacrées au travail et que les 5 pièces de l'étage étaient plutôt dévolues au repos. Les Allemands occupent Nampcel à la mi-septembre 1914. Tous les habitants, à l'exception d'une personne, sont évacués. L'édification a dû commencer en 1915 et se terminer au milieu de l'année 1916, la cuisine d'été a été terminée, quant à elle, en janvier 1917.

Nouvelle incursion dans l'Oise, avec la visite du charmant petit château de **BERNEUIL** avec l'aide de ses propriétaires, M et Mme de Finance. Il est inscrit depuis 1948 et était encore habité en 1958. Il s'agit d'un corps de logis de plan rectangulaire, flanqué de deux pavillons carrés, hauts et



étroits. Au début du XVII^{ème} siècle, la partie la plus ancienne du château était constituée par un pavillon de chasse. Sous Louis XIV, un étage est ajouté au-dessus de la corniche ainsi que les deux tours de façade, formant ainsi le petit château que nous observons maintenant. Les nombreux propriétaires du domaine sont connus depuis le 17^{ème} siècle. Au 18^{ème} siècle, le château échoit par mariage à la famille de la Trémoille, vieille famille poitevine. A la Révolution, il appartenait à Charles de Bretagne de

la Trémoille, duc de Thouars, pair de France, prince de Tarente, comte de Laval, de Montfort, de Guines, Marquis d'Attichy, Vicomte de Rennes, de Bays et de Berneuil. Il émigra en 1791 et ses biens furent confisqués comme biens nationaux. Ils furent rachetés par Monsieur Bailly, cultivateur demeurant à Berneuil, pour le compte du prince Charles Léopold de la Trémoille de Talmond, alors mineur, auquel il n'avait fait que prêter son nom. Après le décès prématuré de ce dernier, sans enfant, le domaine de Berneuil échut en héritage en 1818 à l'un de ses oncles, Louis Stanislas Kostka (1767-1837). En 1858, le château et les terres furent vendus aux enchères ce qui a morcelé la propriété. Depuis cette date, environ huit propriétaires se sont succédés. Occupé par les Allemands durant les deux guerres, il a été très abîmé lors de la seconde guerre mondiale. Malgré les efforts du propriétaire de l'époque, l'état du château ne cesse d'empirer. En 1992, Monsieur et Madame Eric de Finance l'acquièrent et, depuis lors, ont entrepris sa restauration.

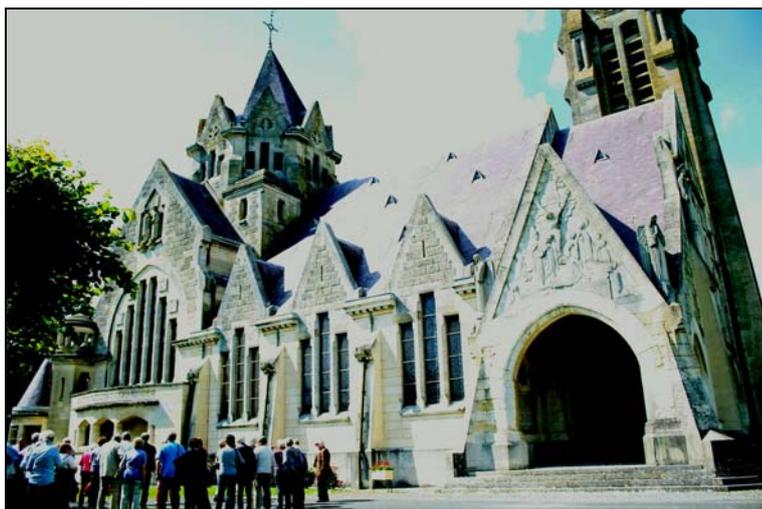
C'est en compagnie de ces accueillants propriétaires que nous prenons notre pique-nique, sous un beau soleil, comme d'habitude !

La première visite de l'après midi est consacrée au château de **BELLEVUE**, situé à la sortie de Soissons en direction de Reims. Le château se situe en hauteur au bout d'une longue allée de platanes d'une longueur d'un kilomètre et au milieu d'un domaine de 50 hectares. C'est une grosse bâtisse de forme rectangulaire avec deux avancées formant pavillons et comprenant un étage principal et un second étage sous combles. De 1765 à



1785, le château appartient à Lepelletier de Mortefontaine, intendant des pépinières royales, ce qui explique sans doute la succession de terrasses qui s'étagent au sud-est. En 1792, la propriété,

qui s'appelait à cette époque « la chaumière », appartient à la chanoinesse Louise Marie de Chevigné ; il est mis sous séquestre après son départ pour l'émigration. Il passe par adjudication en 1794 à un certain Guillaume de Lafargue qui décède en 1828. Le château, détruit en 1917, est entièrement reconstruit dans le style classique du 18^{ème} en 1925. En 1940, il est occupé par les Allemands puis, en 1944, par les forces alliées. A cette époque, il est méconnaissable car il est peint en marron. Le propriétaire, M. Duez, utilise les dommages de guerre pour construire un chalet à côté. M. Léon DUFOUR, père de notre hôte, achète le château à l'évêché en 1974 qui l'avait acquis par don et en entreprend la restauration.



L'église de **MONT NOTRE DAME** est construite au 13^{ème} siècle ; c'est une collégiale dédiée à Marie Madeleine qui ressemble à une petite cathédrale. Guillaume de Roussillon et Berthe de Soissons sont à l'origine de sa construction. Elle est fortement endommagée à la Révolution. Sa renommée est telle qu'elle figure sur tous les guides de l'histoire de l'art et touristiques du début du 20^{ème} siècle. Guillaume II viendra la visiter le 27 juin

1918. Ce qui n'empêchera pas sa destruction par les Allemands quelques jours plus tard, le 18 juillet, comme il en a été du château de Muret ou du donjon de Coucy ! De l'ancienne église, il ne reste que la crypte et le mur ouest du bras nord du transept. Elle est reconstruite en 1929-1933 par les architectes Georges Grange et Louis Bourquin sur l'emplacement de l'ancienne collégiale médiévale. L'édifice actuel, en pierre de taille, se caractérise par une silhouette imposante de style art déco. Le clocher culmine à 60 mètres, la statue qui le chapeaute mesure 7 mètres (1 mètre pour la tête et les mains et 1,80 mètre pour la circonférence de la couronne). Sur le vitrail de la rosace figure une croix de guerre et le mobilier intérieur est lui aussi dans un pur style art déco. La collégiale avait été classée MH en 1886, puis déclassée en 1926 après les destructions de la Première Guerre mondiale à l'exception des vestiges subsistants. L'église actuelle, de part son architecture représentative du renouveau de l'art religieux des années 1900, a été classée en 1998.

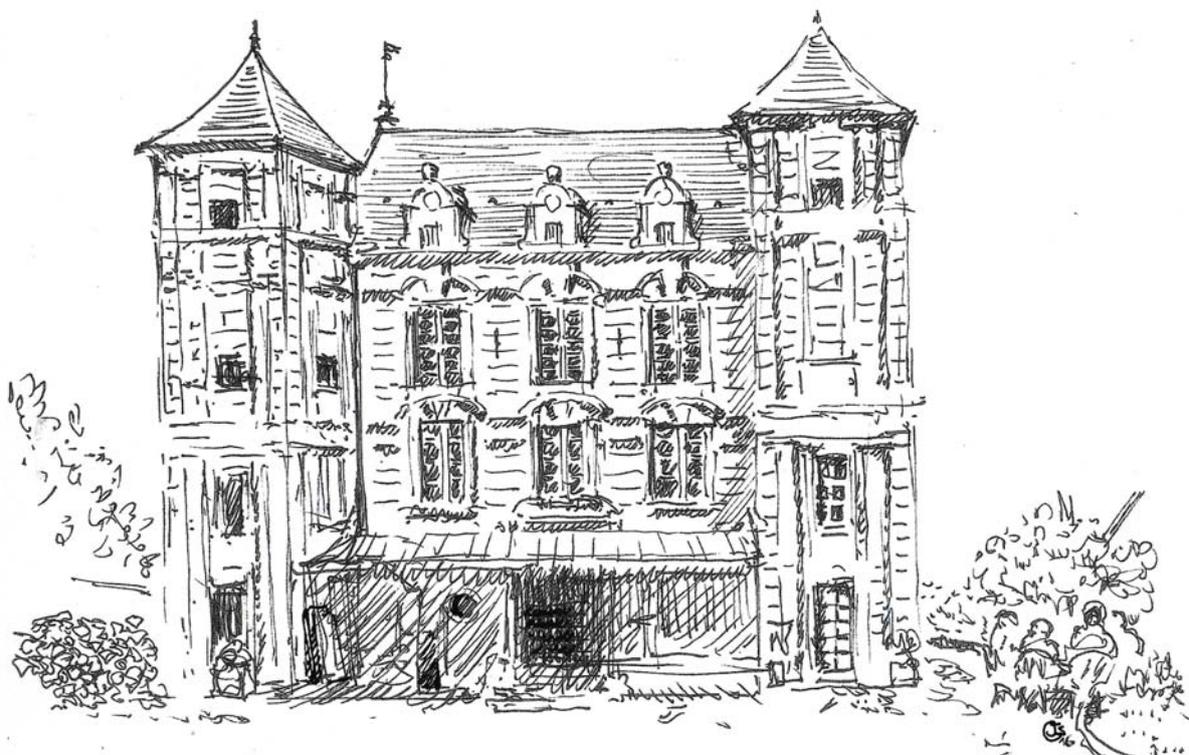
Nous terminons notre périple par la visite du château de **PAARS** . C'est le propriétaire, M. Dauger, qui nous accueille. Un portail de pierre en demi lune est prolongé par l'allée qui mène au château. Le bâtiment élevé dans un style classique 18^{ème} est composé d'un corps principal et de deux pavillons formant une légère saillie, le tout couvert d'une toiture à la Mansart. Le décor est assez sobre : les chaînages d'angle sont à refends et les clefs des baies sont sculptées. La façade principale est en pierre de taille et présente un fronton triangulaire, alors que l'arrière de la bâtisse qui, indubitablement, n'était pas fait pour être vu, est composé de moellons enduits et ne comporte aucun décor. Paars était une petite seigneurie et le château a été construit à la fin du 18^{ème} siècle par Gilles François de Grimbert, aucun autre château plus ancien n'existait à cet

emplacement auparavant. Déclaré bien national, le domaine est vendu et adjugé en 1796 à Louis Pantaléon Resnier, homme de lettres et futur sénateur. D'autres propriétaires se succéderont parmi lesquels l'(ex)abbé Sieyès en 1800, Armand Louis Lefèvre d'Ormesson en 1803. Depuis 1870, il est la propriété de la même famille. Après une visite extérieure, nous admirons deux pièces du rez-de-chaussée, et le faste un peu fané d'une époque ancienne.



L'heure des visites est terminée et nous regagnons le bus pour retourner à Soissons. Denis Rolland nous résume cette journée en insistant sur l'accueil chaleureux que nous avons reçu, encore une fois, par les différents propriétaires, toujours heureux de faire découvrir leurs merveilles à des amateurs éclairés. Rendez vous est pris l'an prochain pour de nouvelles découvertes.

Pascale JACQUES



Le château de Berneuil croqué par notre adhérent Jean-Christophe Sylvos.

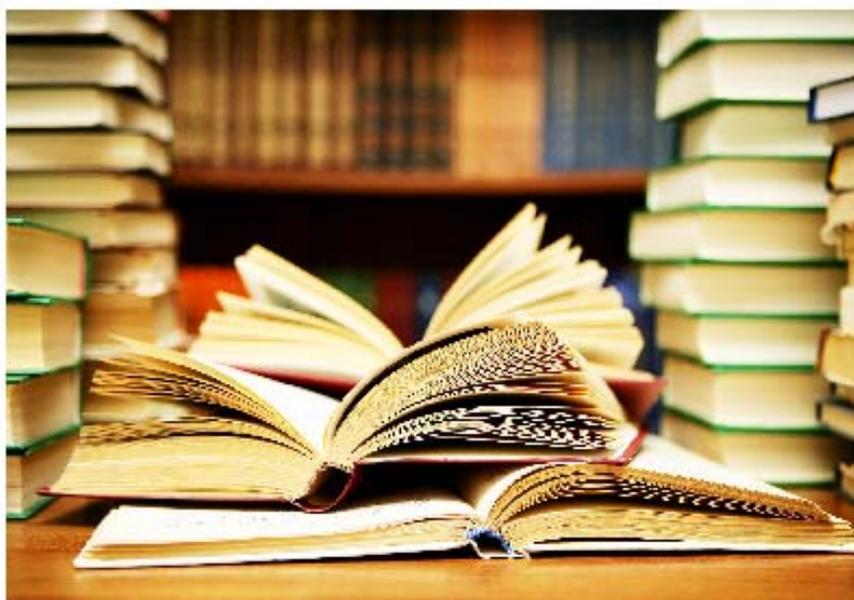


Journées du patrimoine 2016
17 et 18 septembre 2016 de 9h30 à 18h00
Société Historique de Soissons 4 rue de la Congrégation Soissons

2e VENTE DE LIVRES

Régionalisme, généalogie, photos, livres anciens et cartes postales

Pour la seconde fois, la Société Historique de Soissons met en vente d'un certain nombre d'ouvrages en double et de publications relativement récentes. Vente de journaux XIXe s., revues, photographies, documents divers.



Parmi les livres à vendre :
Bulletins de la Fédération des Sociétés historiques de l'Aisne -
Bulletins de la Société Historique de Soissons

Livres d'histoire : Antiquité, Moyen-Âge, XVIe à XVIIe siècles, Empire,
guerre de 14-18 et de 39-45
Livres sur des sujets divers : Généalogie, Religion, Santé, Politique, Biographies

**UNE MAJORITÉ DE LIVRES SERA VENDUE A PRIX CASSES
DE 1 € à 5 €**
Vente réservée aux particuliers seulement